

**Déclaration de la FNEC FP-FO à la commission Education
de l'Assemblée nationale le 11 septembre 2024**

Mesdames et Messieurs les Députés,

La rentrée scolaire se déroule cette année dans une situation d'une gravité inédite où, depuis la démission du gouvernement Attal le 16 juillet, le président Macron refuse de prendre en compte le résultat des élections législatives, alors que les salariés se sont massivement rendus aux urnes pour exprimer le rejet de sa politique.

Le jeudi 5 septembre 2024, le président Macron a décidé de nommer Michel Barnier Premier ministre, confirmant ainsi sa volonté de poursuivre et d'aggraver les attaques contre les travailleurs.

Il répond positivement à la demande du MEDEF qui refuse l'abrogation de la réforme des retraites, le SMIC à 1600 euros, et exige la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage ou encore la poursuite des aides aux entreprises sans contreparties.

Au nom du « déficit », le président Macron compte bien faire payer le prix fort aux salariés et à la population. Son gouvernement soi-disant « démissionnaire » prépare un budget d'austérité pour 2025 qui poursuit la destruction des services publics et le gel du point d'indice des fonctionnaires.

La Sécurité sociale, les droits des assurés sociaux, les congés maladies... : tout devrait y passer.

Pendant ce temps des centaines de milliards sont déversés pour les actionnaires et pour la marche à la guerre.

Pour les travailleurs qui prennent deux ans ferme avec la mise en œuvre de la réforme des retraites et qui doivent s'asseoir sur l'augmentation des salaires, la situation est intolérable.

Pour les personnels de l'Education nationale qui se sont mobilisés, souvent dans l'unité avec les parents d'élèves, et avec la jeunesse, pour bloquer les réformes des ministres Blanquer, Ndiaye, Attal, Oudéa-Castéra et Belloubet, et exiger des moyens pour fonctionner, la situation est intolérable.

Dès la rentrée, la FNEC FP-FO a appelé les personnels à se saisir de toutes les mobilisations, y compris les manifestations du 7 septembre aux côtés des organisations de jeunesse, pour faire valoir les revendications, à commencer par :

- Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne !
- Augmentation des salaires sans contreparties ! 10% d'augmentation du point d'indice tout de suite !
- Abrogation du « choc des savoirs » et de toutes les contre-réformes ! (Bac Blanquer, Pacte, SNU, Parcoursup, réforme Grandjean de la voie professionnelle...)
- Annulation de toutes les coupes budgétaires et des suppressions de postes !
- Un statut de fonctionnaire avec un vrai salaire pour les AESH !

Les cortèges du 7 septembre ont rassemblé 300 000 manifestants dans tout le pays, ce qui en dit long sur l'état d'esprit d'une grande partie des salariés et de la jeunesse qui n'acceptent pas le coup de force du Président Macron contre la démocratie.

Alors qu'il avait refusé d'entendre les revendications des salariés même face aux manifestations massives lors de la bataille des retraites en 2023, et alors qu'il refuse de tenir compte de sa défaite aux dernières élections, les personnels, comme toute la population, se posent la question : que faut-il faire pour se faire entendre et respecter ? Que faut-il faire pour faire avancer les revendications ?

La Confédération FO avait employé une expression lors du mouvement des retraites : « Mettre le pays à l'arrêt ! » La FNEC FP-FO considère que M. Macron ne nous laisse pas le choix. Elle appelle à la tenue d'assemblées générales, dans les établissements, les écoles et les services pour en discuter et pour construire le rapport de force.

Faire respecter la démocratie, c'est aussi faire respecter la liberté de manifester. Il est inacceptable que des préfets, des présidents d'Université, des recteurs fassent taire les voix pour la paix en envoyant les forces de l'ordre jusque dans les lycées et les universités et en réprimant la jeunesse qui manifeste son soutien au peuple palestinien.

La FNEC FP-FO continue à appeler ses syndicats à être présents lors des rassemblements pour le cessez-le-feu à Gaza et en Cisjordanie, pour l'arrêt des livraisons d'armes à Israël.